

NOUVELLE LOI SUR LE LIVRE

L'édition locale soumise à la censure et à la surtaxation

Sur la centaine d'éditeurs nationaux existants, seulement une trentaine ou une quarantaine d'entre eux publient de façon permanente. L'environnement est encore et toujours la cause de cette instabilité et la nouvelle loi sur le livre le rend encore plus contraignant.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Le rétrécissement du marché explique la fermeture de nombreuses librairies et maisons d'édition. Mais quels sont les facteurs ayant induit ce phénomène? Le conseiller de l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (Anep), Sid Ali Sekhri, en a fait le bilan hier, lors de son passage sur les ondes de la Chaîne 3.

Les éditeurs locaux font aujourd'hui face à un environnement tout aussi complexe que compliqué. Le non-encadrement du marché du livre est la principale raison de son intrication. Une cause de laquelle naît une multitude d'autres problèmes naturellement. Le premier étant «la concurrence déloyale que constitue les livres électroniques publiés de manière illégale sur internet et qui cassent les éditeurs tout autant que les auteurs», a signalé l'intervenant. Selon lui, la nouvelle loi s'est penchée sur cet aspect mais «on attend toujours les textes d'application». Elle prévoit également de «limiter les remises appliquées par les importateurs sur leurs livres et oblige les entreprises publiques d'effectuer leurs achats au niveau des librairies», ajoute-t-il.

Un peu paradoxalement, on assiste à «la disparition de certaines librairies, donc de l'espace commercial des éditeurs, puisque manquant de professionnalisme et ne s'adaptant pas aux véritables besoins du marché». Par ailleurs, malgré ces quelques avantages, cette nouvelle loi n'est «ni révolutionnaire ni liberticide», a révélé le conseiller de l'Anep. Et ce, dans la mesure où les pouvoirs publics, à travers leur politique, privilégient l'importation à l'édition locale. Le prix du livre produit localement demeure «élevé», à cause, notamment, des taxes appliquées sur les intrants. «Rien que pour le papier importé, nous déboursions 15% de taxes douanières et 17% de TVA,

tandis que le livre importé est soumis à une taxe douanière de 5% et une TVA de seulement 7%», déplore-t-il. Pire encore, ce texte de loi est fondamentalement bureaucratique étant donné la soumission obligatoire de l'édition et de la commercialisation du livre «à une autorisation préalable du ministère de la Culture». Cette mesure soulève l'indignation de S.A. Sekhri qui s'interroge «en quoi un bureaucrate de cette institution a

plus de compétences qu'un professionnel de l'édition pour choisir un texte ?» Clairement, le contrôle des contenus des textes et la censure est ce qui motive ce type de dispositions. A cet effet, l'intervenant hausse le ton contre cette hantise de l'Etat à tout brider et s'exclame «ce que nous demandons aux pouvoirs publics, ce n'est pas de gérer à notre place, mais de créer l'environnement propice à la promotion du livre». Et par là même, la promotion du savoir contre l'ignorance et l'obscurantisme par les médias et les librairies compétentes, dans les écoles et les espaces publics.



Photo : DR

N. B. **Le livre en butte à la concurrence déloyale des livres électroniques.**

BOUDIAF HAUSSE LE TON ET MENACE :

«Les gestionnaires incapables de s'adapter au changement n'ont qu'à partir»

Le ministre de la Santé hausse une nouvelle fois le ton à l'égard des gestionnaires des établissements hospitaliers et invite ceux qui ne veulent pas s'adapter au changement de libérer les lieux. Boudiaf qui rappelle avoir mis les moyens et réglé l'ensemble des problèmes soulevés par ces derniers attend un retour de résultat au profit des malades. Il promet aussi de sévir contre les fabricants d'accélérateurs linéaires qui ne sont pas encore installés en Algérie. Ces derniers disposent d'un délai d'un mois pour se soumettre à la réglementation.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - «Je ne tolérerai plus jamais un mot déplacé envers un malade. Celui qui ne peut pas s'adapter au nouveau mode de gestion n'a qu'à rentrer chez lui», a lancé hier le ministre de la Santé.

Abdelmalek Boudiaf s'adressait aux gestionnaires des établissements hospitaliers à qui il propose d'offrir des formations, notamment concernant l'accueil des malades.

Le ministre de la Santé prévoit de se réunir avec l'ensemble des directeurs des établissements hospitaliers pour donner ses orientations. La première réunion, a-t-il annoncé hier en marge d'une cérémonie de sortie de la première promotion en radioprotection, se tiendra les 10 et 11 novembre prochains avec les gestionnaires du centre.

Boudiaf espère faire du système de santé algérien un système reconnu au niveau régional et international et refuse d'avoir sous sa tutelle un personnel qui ne veut pas s'adapter à la rigueur et à l'organisation. «Ne restez pas dans la mesquinerie» a encore lancé le ministre de la Santé à l'égard de ces responsables. Ce dernier a indiqué avoir mis les moyens et prêt à en mettre davantage si nécessaire, mais Boudiaf exige une contrepartie. «Je suis prêt à vous former, à vous donner plus de moyens en cas de besoin, j'ai réglé tous vos problèmes et aujourd'hui, j'attends beaucoup de vous car vous n'avez aucune excuse, et celui qui ne peut pas s'adapter n'a qu'à partir», a signifié le ministre de la Santé.

Les menaces de Boudiaf ne s'arrêtent pas à l'égard des gestionnaires. Ce dernier a aussi haussé le ton à l'égard des fabricants et importateurs d'accélérateurs linéaires. Et c'est la compagnie suédoise Elekta qui est dans la ligne de mire du ministre à qui il accorde un délai d'un

mois pour s'installer en Algérie. Autrement, Boudiaf promet de prendre des mesures. «Il n'est pas question de subir ce que nous avons subi pour le médicament avec la politique du bazar, je veux un centre de formation en Algérie et des pièces de rechange disponibles, et il n'est plus question qu'une machine tombe en panne et ne trouve pas de pièce de rechange chez nous», a souligné le premier responsable du secteur.

Après ces mises au point, Boudiaf a présidé une cérémonie de remise de diplômes pour des compétents en radioprotection. Il s'agit d'une première sortie de promotion (16 candidats) dans cette nouvelle spécialité. Des physiciens médicaux et manipulateurs en image médicale exerçant au niveau des centres anti-cancer et des services de médecine nucléaire ainsi que des pharmaciens de la Pharmacie centrale des hôpitaux sont désormais qualifiés en radioprotection. Ces derniers vont devoir éviter aux patients et personnel médical, grâce à des appareils, les dangers des rayonnements d'origine naturelle et artificielle et rayonnement ionisant.

Le département de la santé prévoit de se doter de 16 centres anti-cancer au total d'ici la fin de l'année, au plus tard au premier semestre 2017, avec l'ouverture des centres de Tlemcen, Sidi Bel Abbès, El Oued et Tizi-Ouzou.

S. A.

GROUPE SONATRACH

28 découvertes d'hydrocarbures à la fin de septembre 2016

Le groupe Sonatrach a réalisé 28 découvertes d'hydrocarbures du 1^{er} janvier au 30 septembre 2016 dont essentiellement à Hassi Messaoud et à Berkine.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - «Dans le cadre de ses activités d'exploration, Sonatrach annonce la mise en évidence de 28 découvertes d'hydrocarbures au 30 septembre 2016», indique la compagnie nationale des hydrocarbures dans un communiqué.

La totalité de ces découvertes, dont trois sont en cours d'évaluation, a été réalisée «en effort propre», précise la Sonatrach. Le volume total d'hydrocarbures mis en évidence grâce aux 25 découvertes évaluées s'élève à 177,47 millions de tonnes équivalent pétrole (Tep) prouvé et probable (2P), et 401,37 millions de Tep prouvé, probable et possible (3P).

Les volumes répartis par fluide et en 2P sont de 97,91 millions de

Tep pour l'huile, 66,7 millions de Tep pour le gaz et 12,86 millions de Tep pour le condensat, précise la même source.

L'ensemble des découvertes est réparti géographiquement comme suit : 16 découvertes dans le bassin de Berkine (wilaya de Ouargla), 5 découvertes dans la région d'Oued

Mya (Ouargla), 4 découvertes dans la région d'Amguid Messaoud (Ouargla), 1 découverte dans le bassin d'Illizi, 1 découverte dans le bassin de Béchar, 1 découverte dans le bassin de Reggane (Adrar).

«Le plus gros de ces volumes découverts est concentré dans les régions de Hassi Messaoud, Oued Mya et de Berkine grâce à l'intensification des efforts de recherche et d'exploration de Sonatrach», ajoute le communiqué.

Les investissements de la compagnie nationale des hydrocarbures devraient dépasser 73 milliards de dollars entre 2016 et 2020 dont les deux tiers dans l'exploration-production. Ce qui dénote de la volonté de l'Algérie de maintenir la production nécessaire pour satisfaire la demande nationale en constante croissance.

La compagnie publique a annoncé en juin dernier qu'elle allait continuer à financer ses

investissements en dépit des effets de la crise que traverse le secteur des hydrocarbures avec la chute des prix.

Lors d'une conférence de presse, le vice-président de Sonatrach et responsable des activités exploration et production, Salah Mekmouche, a fait savoir que tous les investissements de la période 2015-2017 seront financés en fonds propres du groupe.

Y. D.

RAFFINERIE PÉTROLIÈRE DE SIDI R'ZINE (ALGER)

Les travaux de réhabilitation attribués à une société chinoise

Les travaux de réhabilitation de la raffinerie pétrolière de Sidi R'zine (Alger), à l'arrêt depuis 2015 suite à la résiliation du contrat avec la société française Technip, seront attribués à une société chinoise, a indiqué hier à Alger le P-dg de Sonatrach, Amine Mazouzi, rapporte l'APS.

«Après une large consultation, les travaux de

réhabilitation de la raffinerie d'Alger seront confiés à une compagnie chinoise spécialisée et dont le contrat sera signé le 6 novembre prochain», a déclaré M. Mazouzi à la presse en marge de sa visite au siège de la Direction de l'activité de transport par canalisation de Sonatrach (Baraki).

Pour rappel, le contrat initial de la réhabilitation de la raffinerie d'Alger, située à Sidi R'zine (sud-est d'Alger), avait été conclu en 2010 avant d'être résilié en 2015.

En 2014, la raffinerie d'Alger avait traité 2,8 millions tonnes d'hydrocarbures.

Y. D.